



**Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux**

Affaire suivie par L.Fritas
Dossier n° 2025-314 APC

Marseille, le **02 MARS 2026**

**Arrêté préfectoral n°2025-314 APC portant prescriptions complémentaires à la société
KEMONE applicables à son installation située sur la commune de Martigues**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de l'environnement, partie législative (livre I, titre 8 relatif aux procédures administratives et notamment ses articles L.181-14, L.181-25, ainsi que livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.515-39) ;

Vu le code de l'Environnement, partie réglementaire livre I, titre 8 relatif aux procédures administratives notamment son article R.181-45 et livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article R.515-98 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société KEM ONE Lavera sur la commune de Martigues ;

Vu les études de dangers (EDD) de la société KEM ONE Lavera et sa notice de réexamen, Rév1, en date du 11 juillet 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 12 décembre 2025 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires (CODERST) en date du 28 janvier 2026 ;

Considérant l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

Considérant que la notice de réexamen susvisée statue sur le caractère approprié des conclusions des EDD et des mesures de maîtrise des risques (MMR) existantes ainsi que sur le maintien de la compatibilité du site avec son environnement ;

Considérant que le contrôle réalisé par sondage de la notice de réexamen par l'Inspection en charge des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas mis en évidence de manquements notables ou d'erreurs d'appréciations manifestes de nature à remettre en cause ses conclusions ;

Considérant qu'il convient néanmoins de fixer des prescriptions complémentaires, notamment pour :

- fixer la date et conditions de remise de la prochaine notice de réexamen ;
- préciser les éléments attendus à l'occasion de la prochaine mise à jour de la notice de réexamen ou d'ici là.

Considérant qu'en vertu de l'article L.181-45 du Code de l'environnement, le Préfet peut fixer, par arrêté préfectoral toutes prescriptions additionnelles nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, après avis du CODERST et sur proposition de l'Inspection de l'environnement chargée des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Identité – Donner acte de l'étude de dangers

La société KEM ONE dont le siège social est situé immeuble La Quadrille 19 rue Jacqueline Auriol 69008 Lyon, désignée ci-après par « l'exploitant », est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter, ses installations situées à Ecopolis Lavéra-Sud- BP3 -13117 Lavéra

Il est donné acte à l'exploitant, pour ses installations de production de chlore, chlorures de méthyl supérieurs, chlorure de vinyl monomère et de chlorure ferrique mentionnées supra, de la notice de réexamen, Rév1 en date du 11 juillet 2022.

La notice de réexamen statue sur le maintien des conclusions des études de dangers suivantes :

- étude de dangers spécifique à l'atelier électrolyse, transmise par courrier du 16 juillet 2019 (référence HSE-23/2019)
- étude de dangers spécifique à l'atelier chlorure ferrique, transmise par courrier du 22 juillet 2019 (référence HSE-24/2019)
- étude de dangers spécifique à l'atelier CMS, transmise par courrier du 21 août 2019 (référence HSE-25/2019)
- étude de dangers spécifique à l'atelier CVM, transmise par courrier du 30 août 2019 (référence HSE-26/2019)
- étude de dangers de l'établissement et son résumé non technique, transmise par courrier du 4 septembre 2019 (référence HSE-27/2019),

Les études de dangers visées à l'article 1 font l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire, dans les conditions prévues à l'article R.515-98 du code de l'environnement. La notice de réexamen des études de dangers de l'établissement KEMONE Lavéra est transmise au plus tard à l'autorité compétente avant le 11 juillet 2027.

Le délai de cinq ans prévu par l'article R. 515-98 du code de l'environnement s'entend à compter :

- soit de la dernière version de l'EDD ;
- soit de la dernière révision ou mise à jour remise suite aux réexamens quinquennaux ;
- soit de la dernière notice de réexamen reçue par le préfet en cas de non-nécessité de mise à jour ou de révision de l'EDD.

Ces dates s'apprécient au dernier complément significatif reçu et validé comme tel par l'inspection des installations classées.

La liste des phénomènes dangereux sortant des limites de l'établissement, ceux retenus pour l'élaboration du PPRT, la liste des MMR et la matrice d'acceptabilité sont annexés à chaque notice de réexamen ou étude de dangers révisée ou mise à jour.

La notice de réexamen devra faire apparaître de façon explicite et justifiée les modifications intervenues sur le site et analyser l'impact de celles-ci sur :

- les hypothèses prises en compte dans les modélisations des effets ou la détermination de la probabilité de l'EDD visée à l'article 1,
- La liste des phénomènes dangereux sortant des limites de l'établissement,
- La liste des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du PPRT de Lavera, approuvé le 15 mai 2023,
- La liste des mesures de maîtrise des risques du site.

De même, les éventuelles évolutions de la grille d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques (dite grille MMR mentionnée au chapitre 11 de la notice de réexamen visée à l'article 1) devront également être clairement identifiées avec tous les éléments nécessaires pour justifier que la démarche de réduction des risques à la source a bien été menée à son terme et de l'acceptabilité du site avec son environnement.

L'exploitant veillera à conserver la désignation et les numéros des phénomènes dangereux par rapport aux études précédentes ou défaut de prévoir un tableau de correspondance ainsi qu'à expliciter de manière synthétique pour chaque phénomène dangereux son positionnement dans la grille « MMR ».

Article 2 – Compléments attendus lors du prochain réexamen des études de dangers

Les compléments attendus lors du prochain réexamen des études de dangers sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article : L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Martigues et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Martigues pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal d'accomplissement de cette formalité d'affichage est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 6 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
 - le sous-préfet Istres
 - le maire de Martigues
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
 - le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
 - le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

ANNEXE – COMPLÉMENTS ATTENDUS LORS DU PROCHAIN RÉEXAMEN DES ÉTUDES DE DANGERS

Les éléments mentionnés dans le tableau ci-dessous seront intégrés aux documents transmis à l'occasion du prochain réexamen des études de dangers du site, tel que prévu par les dispositions de l'article 2 du présent arrêté :

Item	Libellé	Éléments attendus
3	Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.	<p>L'inspection constate que la note DERI 11-2009-8 relative au passage de 30 minutes à 60 minutes pour les fuites toxiques avec coefficients multiplicateurs est annexée à l'étude de dangers de 2019 (référence [4]). Pour autant, ni l'EDD ni la notice de réexamen initiale ou révisée n'identifie pas les phénomènes dangereux concernés par l'application de cette note.</p> <p>De plus, la notice de réexamen révisée, référence [6], ne présente pas les évolutions de la méthode d'évaluation de la probabilité ni l'impact de celle-ci sur les phénomènes dangereux en particulier sur le positionnement dans la matrice de compatibilité.</p> <p>Lors du prochain réexamen, l'exploitant veillera</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ à répondre à l'article 2 de l'arrêté du 3 avril 2014 : <p>«[...] A chaque fois que cette note [passage de 30 minutes à 60 minutes pour les fuites toxiques avec coefficients multiplicateurs] est utilisée, ce point doit être spécifié dans le corps de l'étude de dangers et les distances d'effet pour une durée d'exposition de 60 minutes doivent y figurer avec les conclusions associées. »</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ à analyser et développer l'ensemble des hypothèses ayant un impact sur les probabilités et /ou gravité des phénomènes dangereux.
4	Les nouvelles réglementations mises en place et les arrêtés préfectoraux du site	Lors du prochain réexamen, un point particulier devra être réalisé concernant le respect de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2014.
5	Les écarts constatés par l'inspection des installations classées (inspections, arrêtés de mise en demeure...) ou à la suite des contrôles internes et l'efficacité des dispositions prises en réponse.	<p>Lors du prochain réexamen, les écarts constatés à la suite de contrôles ou audits interne par des organismes extérieurs (foudre, électrique...) devront être présentés.</p> <p>De plus, les non-conformités traitées par le SIR, si elles ont impact sur les conclusions de l'EDD doivent être présentées au même titre que celles</p>

Item	Libellé	Éléments attendus
		<p>de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour rappel, seuls les écarts / remarques / demandes ou non-conformités de nature à remettre en cause la maîtrise du risque accidentel doivent être développés. Les modalités de prises en compte ou, le cas échéant, les raisons de report, ainsi que l'efficacité des dispositions prises en réponse doivent être présentées.</p>
6	Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) pour les équipements qui y sont soumis.	<p>Lors du prochain réexamen, les points suivants devront être développés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'évolution des connaissances en matière de mode de dégradation de ces équipements (nouveaux modes de dégradation apparus) ; ◦ le retour d'expérience (REX) des vérifications périodiques des équipements au droit du site ; ◦ les modes de prise en compte par l'exploitant de la réglementation PMII et des évolutions des connaissances / REX interne pour ses installations. <p>L'inspection rappelle également que ce point peut faire l'objet d'une inspection.</p>
8	Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).	<p>Dans le cadre du prochain réexamen, le retour d'expérience devra être complété avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'analyse des signaux forts (accidents / incidents) mais également les signaux faibles (presque accidents, par exemple en traçant les barrières sollicitées et leur opérationnalité) ; ◦ les mesures mises en place sur le site de Lavera pour parer aux événements identifiés dans le retour d'expérience du groupe et externe ; ◦ L'analyse des défaillances des MMR. <p>Enfin, l'impact du retour d'expérience sur les MMR et donc sur les probabilités et le positionnement dans la grille de compatibilité doit être présenté dans la notice de réexamen.</p> <p>L'inspection rappelle également que le suivi des MMR (maintenance et analyse des défaillances) peut faire l'objet d'une inspection.</p>
10	Évolution des enjeux présents autour du site	La prochaine notice de réexamen précise les évolutions apportées à l'évaluation de la gravité (cf. chapitre 4 de la notice initiale, référence [4])

Item	Libellé	Éléments attendus
		et l'identification de chaque phénomène dangereux impactée par un changement de gravité.
	Conclusions	<p>Dans le cadre du prochain réexamen, la notice doit présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'analyse de l'impact des modifications sur la position des phénomènes dangereux dans la grille de compatibilité (grille MMR) ◦ la conclusion sur la compatibilité du site avec son environnement.

Les items visés à la première et deuxième colonne du tableau ci-dessus sont ceux issus de l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut séveso seuil haut.

Les éléments visés dans la dernière colonne du tableau (éléments attendus), qui n'ont pas été suffisamment détaillés dans la notice de réexamen visée en référence à l'article 1 du présent arrêté, feront l'objet d'une analyse détaillée à l'occasion de la prochaine notice de réexamen des EDD.


Pour le Préfet
 La secrétaire générale adjointe
 Marie-Franche PLAZA